

Unité bidépartementale du Calvados et de la Manche

Saint-Lô, le 02/05/2022

1bis, rue de la Libération
BP 70 271
50001 Saint-Lô Cedex

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



FERME EOLIENNE DE GORGES GONFREVILLE

lieu-dit Durauville
50190 GORGES

Références :2022-50-096

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/04/2022 dans l'établissement FERME EOLIENNE DE GORGES GONFREVILLE implanté lieu-dit Durauville 50190 GORGES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection intervient conjointement dans le cadre du suivi réglementaire du parc et en péalable à la présentation de son projet d'extension en Commission Départementale des Paysages et des Sites

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERME EOLIENNE DE GORGES GONFREVILLE
- lieu-dit Durauville 50190 GORGES
- Code AIOT dans GUN : 0005306838
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le parc éolien de Gorges Gonfreville est composé de 7 éoliennes de 85 m de hauteur de mât, 125 m de hauteur bout de pale, et 2,3 MW de puissance nominale chacune. Il a été autorisé par 2 permis de construire de 2008, à une époque où l'exploitation des éoliennes de grandes tailles relevait du code de l'urbanisme. Au basculement en 2012 dans le régime des installations classées pour la protection de l'environnement, un récépissé d'antériorité lui a été délivré. En février 2021, une demande d'autorisation environnementale d'extension de ce parc a été déposée. Elle portait sur l'adjonction de 2 éoliennes supplémentaires de 92 m de hauteur de mât, 149,9 m de hauteur bout de pale, et 2,99 MW de puissance nominale chacune. Ceci en vue de porter la puissance maximale totale du parc à 22 MW.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : Suivi réglementaire et préparation du rapport de présentation du projet d'extension en Commission Départementale de la Nature des Paysages et des Sites

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Point de contrôle provenant d'une <u>précédente</u> inspection :	Autre information
Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12_aliéna 3	/	Sans objet
Etude bruit	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28	/	Sans objet
Déclaration	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2 - I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La demande d'extension du parc éolien intervint en 2021, en même temps que la modification de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 réglementant l'exploitation de ce type d'installation classées. Arrêté ministériel dont la plupart des dispositions sont applicables aux installations existantes. En particulier le suivi environnemental prévu par son article 12, et la mesure des niveaux sonores, prévue elle, par ses articles 26 et 28.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12_aliéna 3
Thème(s) : Autre, Actualisation
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents.
Constats : Le dernier suivi environnemental de 2016/2017 n'ayant concerné que le parc existant, l'adjonction de 2 éoliennes supplémentaires nécessite le renouvellement d'un tel suivi, dans le délai d'un an suivant la mise en service industrielle des nouvelles turbines. Ce nouveau suivi devra : <ul style="list-style-type: none">- porter sur l'intégralité du parc, les dispositions de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 réglementant l'exploitation des aérogénérateurs, étant applicables aux "existants", dans sa version modifiée en dernier lieu en 2021;- et être conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées, dans sa dernière version en vigueur. Celui-ci sera à renouveler dans les 12 mois, si le précédent met en évidence un impact significatif nécessitant des mesures d'exploitation correctives, afin de vérifier l'efficacité de ces mesures.
Observations : s.o.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Etude bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28
Thème(s) : Autre, Actualisation
Prescription contrôlée : L'exploitant fait vérifier la conformité acoustique de l'installation aux dispositions de l'article 26 du présent arrêté. Cette vérification est faite dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle.
Constats : La dernière campagne de mesure des niveaux sonores de juillet 2015, n'ayant porté que sur le parc éolien existant, une nouvelle campagne doit être menée dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle des 2 nouvelles éoliennes. Cette nouvelle campagne de mesures portera sur le fonctionnement du parc tout entier, notamment pour s'assurer du non dépassement du niveau de bruit maximal au périmètre de mesure du bruit défini à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, réglementant l'exploitation des aérogénérateurs.
Observations : s.o.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2 - I**Thème(s) :** Autre, Actualisation**Prescription contrôlée :**

Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.

Constats :

L'avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire ayant été publié le 23 avril 2022, la déclaration devra être faite avant le 24 octobre de la même année.

Observations : s.o.**Type de suites proposées :** Sans suite**Proposition de suites :** Sans objet